

TABLE DES MATIÈRES

Préface de la deuxième édition	9
Remerciements	11
Avertissement	13
Principales abréviations et expressions	15
Sommaire	19
Bibliographie	21
Avant-propos	25
Avant-propos à la deuxième édition	29
Introduction générale	33
I. Définition des sûretés	33
A Définition positive	33
B Sûreté et garantie	34
II. Raisons d'être des sûretés	37
A Avantage pour le créancier	37
B Avantage pour le débiteur	37
III. Créanciers chirographaires et créanciers munis de sûretés	38
IV. Classifications des sûretés	41
A Sûretés légales, judiciaires, conventionnelles	41
1. Sûretés légales	41
2. Sûretés judiciaires	42
3. Sûretés conventionnelles	43
B Sûretés personnelles et sûretés réelles	44
1. Sûretés personnelles	44
2. Sûretés réelles	45
V. Évolution historique des sûretés	45
A Évolution générale	45
B Évolution des sûretés personnelles	46
VI. Réformes du droit des sûretés	48
VII. Sûretés dans les relations civiles et les relations d'affaires	54
VIII. Sûretés et droit des entreprises en difficulté	55

PARTIE 1
SÛRETÉS PERSONNELLES

TITRE I CAUTIONNEMENT	65
Introduction	65
I. Définition du cautionnement	65
II. Sources du droit du cautionnement	68
III. Plan du titre sur le cautionnement	69
CHAPITRE I	
Notion de cautionnement	71
Section 1 Caractères du cautionnement	71
§ 1 Contrat consensuel	71
A Principe	71
B Tempérament	72
C Exceptions	73
§ 2 Contrat unilatéral	74
A Principe	74
B Conséquences	75
§ 3 Contrat accessoire	76
A Comparaison avec la solidarité passive	76
B Comparaison avec la garantie autonome	77
C Signification du caractère accessoire	78
Section 2 Diverses espèces de cautionnement	81
§ 1 Cautionnement simple et cautionnement solidaire	81
A Cautionnement simple	82
1. Bénéfice de discussion	82
a) <i>Mécanisme</i>	82
b) <i>Conditions d'exercice</i>	82
c) <i>Effets</i>	83
d) <i>Domaine d'application</i>	84
2. Bénéfice de division	84
a) <i>Mécanisme</i>	84
b) <i>Conditions d'exercice</i>	85
c) <i>Effets</i>	85
d) <i>Domaine d'application</i>	87
B Cautionnement solidaire	88
1. Deux types de cautionnements solidaires et leur combinaison	88
a) <i>Solidarité entre caution et débiteur</i>	88
b) <i>Solidarité entre cautions</i>	89
c) <i>Combinaison des deux formes de solidarité</i>	89
2. Effets de la solidarité	90
a) <i>Effets principaux</i>	90
b) <i>Effets secondaires</i>	92

§ 2	Acte à titre gratuit ou à titre onéreux ?	94
A	Contrat de cautionnement	94
B	Cautionnement professionnel	96
§ 3	Cautionnement spécial et cautionnement général	97
A	Objet spécial ou objet général	97
	1. Cautionnement à objet spécial	97
	2. Objet général	97
B	Cautionnement chiffré et cautionnement non chiffré	98
C	Combinaison des deux distinctions	98
D	Cautionnement de dettes présentes et cautionnement de dettes futures	99
	1. Cautionnement de dettes présentes	99
	2. Cautionnement de dettes futures	100
§ 4	Cautionnement civil et cautionnement commercial	100
A	Cas dans lesquels le cautionnement est commercial	100
	1. La situation avant la réforme du 15 septembre 2021	101
	a) <i>Le cautionnement délivré par un établissement de crédit ou une société de financement est commercial par nature</i>	101
	b) <i>Le cautionnement d'une lettre de change est commercial par la forme</i>	101
	c) <i>Le cautionnement est commercial lorsqu'il est consenti par un commerçant pour les besoins de son commerce</i>	102
	d) <i>Le cautionnement est commercial lorsqu'il est consenti par une société commerciale par la forme</i>	102
	e) <i>Le cautionnement est commercial lorsque la caution a un intérêt personnel patrimonial dans l'opération garantie</i>	102
	2. La situation après la réforme du 15 septembre 2021	103
B	Intérêt de la distinction	104
§ 5	Caution personne physique et caution personne morale	106
§ 6	Cautionnement sous signature privée et cautionnement par acte authentique	107
A	Différences	107
B	Assimilation	108
§ 7	Cautionnements de droit privé ou de droit administratif	108
Section 3	Cautionnements complexes	109
§ 1	Garanties fournies au créancier	109
A	Certification de caution	109
B	Sûreté réelle garantissant le cautionnement	110
	1. Cautionnement personnel garanti par une sûreté réelle fournie par la caution	111
	2. Cautionnement garanti par une sûreté réelle fournie par un tiers	111
§ 2	Garanties fournies à la caution	112
A	Sous-cautionnement	112
B	Sûreté réelle consentie par le débiteur à la caution	113
§ 3	Du cautionnement dit « réel » à la sûreté réelle pour garantir la dette d'autrui	114

CHAPITRE II	
Formation du cautionnement	119
Section 1 Conditions de fond	120
§ 1 Consentement	120
A Consentement exprès	120
B Consentement non vicié	121
1. Erreur	122
a) <i>Erreur sur la nature de l'engagement</i>	122
b) <i>Erreur sur la solvabilité du débiteur principal</i>	124
c) <i>Croyance en l'existence de sûretés réelles au profit du créancier contre le débiteur principal</i>	124
2. Dol	125
a) <i>Éléments constitutifs du dol</i>	125
b) <i>Auteur du dol</i>	126
§ 2 Capacité et pouvoir	126
A Capacité	127
1. Tutelle	127
2. Curatelle	127
3. Sauvegarde de justice	128
B Pouvoir	128
1. Cas des époux en communauté	128
a) <i>Cautionnement par un seul des époux sans le consentement de son conjoint</i>	129
b) <i>Cautionnement d'un époux avec le consentement de l'autre</i>	129
c) <i>Cautionnement par les deux époux</i>	129
2. Cas des représentants de personnes morales	132
a) <i>Conformité à l'objet social</i>	132
b) <i>Conformité à l'intérêt social</i>	135
c) <i>Les conditions de conformité à l'objet social et à l'intérêt social sont-elles cumulatives ?</i>	136
d) <i>Autorisations</i>	141
§ 3 But	143
A Cause objective	143
1. Notion	144
a) <i>Cause des contrats unilatéraux</i>	144
b) <i>Cause du cautionnement</i>	144
c) <i>Cour de cassation</i>	144
2. Rôle	145
a) <i>Inexistence de la cause</i>	145
b) <i>Fausse cause</i>	146
c) <i>Cause immorale ou illicite</i>	146
d) <i>Disparition de la cause ?</i>	146
B Cause subjective	147
1. Notion	147
2. Rôle	147
a) <i>Erreur sur le motif déterminant ou « fausse cause »</i>	148
b) <i>Cause immorale ou illicite</i>	148
c) <i>Problème de la disparition de la cause subjective</i>	149
C Conclusion – synthèse sur la cause du cautionnement	150
1. Cause objective	150

2. Cause subjective	150
§ 4 Contenu	151
A Dettes présentes et dettes futures	151
B Dettes déterminées ou déterminables	152
1. Principal	152
2. Accessoires de la dette	152
a) <i>Le cautionnement est indéfini</i>	153
b) <i>Le cautionnement est défini</i>	153
C Caractères exigés du contenu par le Code civil	154
Section 2 Conditions de forme	154
§ 1 Règles de preuve	155
A Champ d'application des règles de preuve	156
1. Exclusion des cautionnements commerciaux	156
2. Exclusion des actes authentiques et des actes contresignés par avocat	157
B Contenu du formalisme de l'article 1376	158
1. Cautionnement chiffré ou chiffrable	158
a) <i>Principes</i>	158
b) <i>Dérogations</i>	158
2. Cautionnement non chiffrable	159
a) <i>Rappel du fondement</i>	159
b) <i>Contenu de la mention manuscrite</i>	159
§ 2 Règles de forme solennelle	160
A Pour les cautionnements conclus avant le 1 ^{er} janvier 2022	161
1. Teneur des règles de forme solennelle	161
a) <i>Mentions manuscrites exigées par le Code de la consommation</i>	162
b) <i>Suppression, jusqu'au 1^{er} janvier 2022, de l'exigence d'une mention manuscrite en matière de baux d'habitation par la loi ELAN</i>	163
2. Interprétation jurisprudentielle des règles de forme solennelle	164
a) <i>Validation du cautionnement en cas d'erreur matérielle ou d'ajout sans conséquence sur la connaissance par la caution de la portée de son engagement</i>	165
b) <i>Limitation de l'engagement de la caution</i>	167
c) <i>Nullité du cautionnement</i>	167
d) <i>Cas particulier de la mention manuscrite se référant à la solidarité</i>	171
3. Champ d'application des règles de forme solennelle	172
B Pour les cautionnements conclus après le 1 ^{er} janvier 2022	174
1. Le nouveau domaine de la mention apposée	175
2. Le nouveau contenu de la mention apposée	176
CHAPITRE III	
Effets du cautionnement	179
Section 1 Obligations et devoirs des parties au contrat de cautionnement	179
§ 1 Obligations de la caution	179
A Échéance du paiement	180
1. Déchéance du terme suspensif	180
2. Prorogation du terme suspensif	181
a) <i>Pour les cautionnements conclus avant le 1^{er} janvier 2022</i>	182
b) <i>Pour les cautionnements conclus après le 1^{er} janvier 2022</i>	182

B	Opposabilité des exceptions	183
§ 2	Devoirs du créancier	185
A	Conservation de ses droits contre le débiteur principal	186
B	Information de la caution	186
1.	La situation antérieure à l'ordonnance du 15 septembre 2021	187
a)	<i>Information sur la défaillance du débiteur principal</i>	187
b)	<i>Seconde information : l'encours</i>	189
α)	<i>Textes</i>	190
β)	<i>Contenu et modalités de l'information</i>	191
γ)	<i>Sanction de l'inexécution de l'obligation d'information</i>	191
2.	La situation après l'ordonnance du 15 septembre 2021	192
a)	<i>Information sur la première défaillance du débiteur</i>	192
b)	<i>Information sur l'encours</i>	193
C	Devoir de mise en garde	194
1.	Pour les cautionnements antérieurs au 1 ^{er} janvier 2022	195
a)	<i>Hypothèses</i>	195
b)	<i>Caution non avertie</i>	196
c)	<i>Sanction du devoir de mise en garde</i>	197
2.	Pour les cautionnements conclus après le 1 ^{er} janvier 2022	198
a)	<i>Les personnes concernées</i>	198
b)	<i>Étendue et sanction du nouvel article 2299</i>	198
Section 2	Recours de la caution	200
§ 1	Recours contre le débiteur principal	200
A	Recours personnel	201
1.	Recours après paiement	201
a)	<i>Fondement du recours (rappel)</i>	201
b)	<i>Objet du recours</i>	202
2.	Les anciens recours avant paiement	203
a)	<i>Cas de recours avant paiement prévus par le Code civil</i>	203
b)	<i>Objet du recours avant paiement</i>	203
c)	<i>Solutions retenues par l'ordonnance du 15 septembre 2021</i>	204
B	Recours subrogatoire	205
1.	Fondement du recours subrogatoire	205
2.	Effets de la subrogation	205
3.	Objet du recours subrogatoire	206
§ 2	Recours entre cautions	206
A	Fondement	206
B	Exercice du recours	207
1.	Montants identiques	207
2.	Montants différents	207
Section 3	Application	208
CHAPITRE IV		
Extinction du cautionnement		209
Section 1	Extinction par voie accessoire	209
§ 1	Paiement	210

§ 2 Libération gratuite du débiteur	211
§ 3 Novation	211
§ 4 Confusion	212
§ 5 Compensation	212
Section 2 Extinction par voie principale	213
§ 1 Mécanisme de l'extinction	213
A Principes	213
B Applications en matière de cautionnement de dettes futures	215
1. Décès de la caution	216
2. Fusion et scission de sociétés	217
a) <i>Fusion affectant le créancier</i>	218
b) <i>Fusion affectant le débiteur</i>	219
c) <i>Fusion affectant la caution</i>	219
3. Cautionnement d'un bail en cas de vente de l'immeuble loué	220
§ 2 Bénéfice dit « de subrogation » ou « de cession d'actions »	223
A Droits et sûretés visés par l'article 2314	224
B Faute du créancier	224
C Préjudice	225
§ 3 Cautionnement disproportionné	226
A Le droit antérieur au 1 ^{er} janvier 2022	226
1. En droit de la consommation	226
a) <i>Condition de disproportion</i>	226
b) <i>Opposabilité de la disproportion</i>	232
c) <i>Sanction de la disproportion</i>	232
2. Disproportion en jurisprudence	235
a) <i>Fondement et régime procédural de l'extinction</i>	235
b) <i>Évolution de la jurisprudence en matière de proportionnalité</i>	236
α) <i>Jurisprudence Macron</i>	237
β) <i>Jurisprudence Nahoum</i>	239
γ) <i>Portée de la jurisprudence Macron/Nahoum</i>	241
B Le droit postérieur au 1 ^{er} janvier 2022	250
1. Les conditions de mise en jeu de la disproportion	251
2. Les effets du cautionnement disproportionné	252
TITRE II GARANTIES INDÉPENDANTES	255
CHAPITRE I	
Garantie autonome	257
SECTION PRÉLIMINAIRE	
Présentation générale de la garantie à première demande	257
§ 1 Premières vues sur la garantie à première demande	257
§ 2 Définition de la garantie à première demande	259
§ 3 Évolution vers la constitution d'un véritable régime juridique	259
§ 4 Mécanisme général	261

Section 1	Principe d'indépendance	262
§ 1	Notion d'indépendance	262
A	Origine jurisprudentielle	262
B	Principe d'indépendance	262
C	Conséquences du principe d'indépendance	264
§ 2	Modalités de mise en œuvre	265
A	Garanties à première demande pure et simple	265
B	Garanties à première demande justifiée	265
C	Garanties à première demande documentaire	266
Section 2	Tempéraments au principe d'indépendance	267
§ 1	Notions de fraude et d'abus manifestes	268
A	Exemples jurisprudentiels	269
B	Synthèse	269
1.	Fraude ou abus	269
2.	Caractère manifeste	270
§ 2	Application aux contre-garanties	271
Section 3	Analyse juridique	272
§ 1	Absence de caractère accessoire	272
A	Contenu de la garantie autonome	272
B	But de la garantie autonome	273
1.	Cause objective	273
2.	Cause subjective	274
C	Extinction de la garantie autonome	274
§ 2	Liens irréductibles avec le contrat de base	275
A	Effet du paiement par le garant	275
B	Recours du garant	275
1.	Recours personnel contre le donneur d'ordre	276
2.	Recours subrogatoire contre le donneur d'ordre	276
C	Recours du donneur d'ordre	277
1.	Recours du donneur d'ordre contre le bénéficiaire	278
2.	Recours du donneur d'ordre contre le garant	278
CHAPITRE II		
Lettre d'intention		281
Section 1	Engagement d'honneur	282
§ 1	Qualification	282
§ 2	Régime	282
Section 2	Obligation de faire ou de ne pas faire	283
§ 1	Qualification	283
A	Objet de l'obligation de l'émetteur	283
B	Intensité de l'obligation de l'émetteur	284
1.	Obligation de moyens	284
2.	Obligation de résultat	285

§ 2 Régime	288
A Lettres d'intention délivrées par des sociétés anonymes	289
B Question de la mention apposée	290
C Souscription par un époux commun en biens	290
D Recours après paiement ?	291
Section 3 Cautionnement déguisé	292
A Qualification	292
B Régime	293

TITRE III **SÛRETÉS PERSONNELLES ISSUES DU RÉGIME DE L'OBLIGATION** 295

CHAPITRE I

Délégation imparfaite 297

Section 1 **Délégation utilisée comme une sûreté** 298

- | | |
|--|-----|
| § 1 Définition et mécanisme | 298 |
| § 2 Différentes variantes de délégation imparfaite | 299 |

Section 2 **Régime** 300

- | | |
|---|-----|
| § 1 Inopposabilité des exceptions | 300 |
| A Exceptions tirées des rapports délégant-délegataire | 300 |
| B Exceptions tirées des rapports délégant-délégué | 301 |
| § 2 Recours du délégué contre le délégant | 302 |

CHAPITRE II

Promesse de porte-fort d'exécution 305

Section 1 **Nature juridique** 305

- | | |
|---------------------------------------|-----|
| § 1 Notion de porte-fort d'exécution | 305 |
| § 2 Comparaison avec d'autres sûretés | 306 |

Section 2 **Régime juridique** 307

PARTIE 2

SÛRETÉS RÉELLES

Introduction 311

I. Évolution historique 312

- | | |
|--------------------|-----|
| 1. Première phase | 312 |
| 2. Deuxième phase | 312 |
| 3. Troisième phase | 313 |

II. Comparaison des droits réels accessoires et des droits réels principaux 314

- | | |
|-----------------------------------|-----|
| A Ressemblances | 314 |
| 1. Opposabilité <i>erga omnes</i> | 314 |
| 2. Droit de suite | 315 |

B	Différences	316
1.	Utilité économique de la chose	316
a)	<i>Première exception</i>	316
b)	<i>Seconde exception</i>	316
2.	Les sûretés réelles comportent le droit de préférence	317
III.	Classifications des sûretés réelles	322
A	Classification fondée sur la possession	323
1.	Sûretés entraînant la mise en possession du créancier	324
2.	Sûretés sans déplacement de la possession	325
a)	<i>Cas du gage</i>	325
b)	<i>Nantissements</i>	326
c)	<i>Privilèges et hypothèques</i>	326
B	Classification selon la nature corporelle ou incorporelle de l'objet grevé	327
C	Classification selon le caractère général ou spécial, mobilier ou immobilier de l'assiette de la sûreté	327
1.	Sûretés générales	327
a)	<i>Sûretés doublement ou pleinement générales</i>	328
b)	<i>Sûretés générales mobilières</i>	328
c)	<i>Sûretés générales immobilières</i>	329
2.	Sûretés spéciales	329
D	Classification selon la source des sûretés réelles	329
1.	Sûretés légales	329
2.	Sûretés conventionnelles	329
3.	Sûretés judiciaires	330
IV.	Caractères généraux des sûretés réelles	330
A	Caractère accessoire	330
B	Caractère indivisible	331
1.	Indivisibilité quant à l'obligation garantie	332
a)	<i>Première hypothèse : la créance se divise entre plusieurs créanciers</i>	332
b)	<i>Deuxième hypothèse : la dette se divise entre plusieurs personnes</i>	332
c)	<i>Tant que la dette n'est pas intégralement payée, le créancier conserve son entier droit réel accessoire sur le bien</i>	333
2.	Indivisibilité quant au bien grevé	333
a)	<i>Première hypothèse : le bien est divisé</i>	334
b)	<i>Hypothèque sur plusieurs immeubles</i>	334
C	Caractère limitatif	335
D	Caractère impératif	336
TITRE I	SÛRETÉS SPÉCIALES MOBILIÈRES	339
CHAPITRE I	Gage de meubles corporels	341
Section 1	Droit commun du gage de meubles corporels	342
Sous-section 1	Constitution du gage de meubles corporels	345
§ 1	Règles de fond	345
A	Parties au contrat	345

1. Constituant	345
2. Créancier	347
B Assiette du gage	347
1. Meuble présent ou futur	347
2. Ensemble de meubles	349
3. Corps certain ou chose fongible	349
C Créances garanties	353
§ 2 Règles de forme	353
A Forme solennelle du contrat de gage	353
B Opposabilité aux tiers	353
1. Publicité	355
2. Mise en possession du créancier gagiste	357
Sous-section 2 Effets du gage de meubles corporels	358
§ 1 Effets avant l'échéance de la créance garantie	358
A Le créancier est mis en possession	358
B Le créancier n'est pas mis en possession	359
§ 2 Réalisation du gage	360
A Droit de rétention	360
1. Gage avec dépossession	360
2. Gage sans dépossession	361
B Vente de la chose gagée	361
1. Droit de préférence	362
a) <i>Concours entre gages sans dépossession</i>	364
b) <i>Concours entre un créancier gagiste sans dépossession et un créancier gagiste avec dépossession</i>	364
2. Droit de suite	364
a) <i>Gage sans dépossession</i>	364
b) <i>Gage avec dépossession</i>	365
C Attribution en paiement de la chose gagée	365
1. Principe	366
2. Pacte commissaire	366
Sous-section 3 Extinction du gage	367
§ 1 Extinction par voie accessoire	367
§ 2 Extinction par voie principale	367
Section 2 Que reste-t-il des gages spéciaux de meubles corporels ?	368
Sous-section 1 Les gages spéciaux abrogés	369
§ 1 Gage commercial de meubles corporels	369
A Constitution du gage commercial	370
B Réalisation du gage commercial	371
§ 2 Gage sur un véhicule automobile	372
§ 3 Nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement professionnel	374
A Champ d'application du nantissement	378
1. Biens susceptibles de nantissement	378
2. Créances susceptibles d'être garanties	379

B	Conditions de formation du nantissement	379
1.	Conditions de validité	379
a)	<i>Contrat</i>	380
b)	<i>Publicité</i>	380
c)	<i>Délai</i>	381
2.	Conditions d'opposabilité	381
a)	<i>Première exception</i>	381
b)	<i>Deuxième exception</i>	381
C	Effets du nantissement	382
1.	Obligations du débiteur	382
a)	<i>Contenu</i>	382
b)	<i>Fondement</i>	382
2.	Droits du créancier	383
a)	<i>Droit de rétention</i>	383
b)	<i>Droit de suite</i>	383
c)	<i>Droit de préférence</i>	383
d)	<i>Attribution judiciaire</i>	384
§ 4	Gage de stocks	385
A	Constitution	388
B	Opposabilité	388
C	Effets	388
Sous-section 2	Les gages spéciaux maintenus	389
§ 1	Warrant des magasins généraux	389
§ 2	Warrant agricole	390
CHAPITRE II		
Nantissements de meubles incorporels		393
Section 1	Nantissement de créance	395
§ 1	Nantissement de créance de droit commun	395
A	Constitution	397
1.	Conditions de fond	397
2.	Conditions de forme	397
B	Effets	398
1.	Cas où la créance nantie est échue avant la créance garantie	400
2.	Cas où la créance garantie est échue avant la créance nantie	401
§ 2	Nantissements spéciaux sur créances	402
Section 2	Nantissements spéciaux de meubles incorporels	403
§ 1	Nantissement de compte-titres	404
A	Constitution du nantissement de compte-titres	408
B	Effets du nantissement de compte-titres	412
§ 2	Nantissement de parts sociales	413
A	Nantissement de parts de société civile	413
B	Nantissement de parts de sociétés commerciales de personnes et de SARL	414
§ 3	Nantissement de fonds de commerce, de fonds artisanal et de fonds agricole	416
A	Formation du nantissement	418

1. Conditions de fond	418
a) Parties au contrat	418
b) Assiette du nantissement	419
2. Conditions de forme	419
a) Exigence d'un écrit	419
b) Inscription au registre unique des sûretés mobilières	420
B Effets du nantissement	421
1. Obligations du constituant	421
2. Droits du créancier nanti	421
a) Droit de préférence	421
b) Droit de suite	423
CHAPITRE III	
Privilèges mobiliers spéciaux	425
Section 1 Identification des privilèges mobiliers spéciaux	425
§ 1 Privilèges fondés sur l'idée de gage tacite	426
§ 2 Privilèges fondés sur la mise d'une valeur dans le patrimoine du débiteur	427
§ 3 Privilèges fondés sur la conservation d'un bien qui se trouvait déjà dans le patrimoine du débiteur	427
Section 2 Effets des privilèges mobiliers spéciaux	428
§ 1 Classement des privilèges mobiliers spéciaux	429
A Conflit avec des privilèges mobiliers généraux	429
B Conflits entre privilèges mobiliers spéciaux	429
1. Conflit entre privilèges ayant un fondement identique	429
a) Paiement proportionnel	429
b) Privilèges fondés sur l'introduction d'une valeur dans le patrimoine du débiteur	429
2. Conflit entre privilèges ayant un fondement différent	430
§ 2 Droit de suite	432
TITRE II SÛRETÉS SPÉCIALES IMMOBILIÈRES	435
CHAPITRE I	
Hypothèque conventionnelle	437
Section 1 Constitution de l'hypothèque	438
§ 1 Contrat d'hypothèque	438
A Conditions de forme	438
1. Principe d'exigence d'un acte notarié	439
a) Règle	439
b) Limites et exceptions à la règle	439
2. Mentions obligatoires	441
B Conditions de fond	442
1. Capacité et pouvoir de consentir une hypothèque	442
a) Capacité	442
b) Pouvoir	444
2. Objet	445
a) Biens et droits susceptibles d'hypothèque	445
b) Biens présents ou biens futurs	446
c) Biens ou droits appartenant au constituant	448

3. Cause de l'hypothèque	449
a) <i>Hypothèque garantissant des créances futures</i>	450
b) <i>Hypothèque rechargeable</i>	450
§ 2 Publicité de l'hypothèque	453
A Conditions de l'inscription	454
1. Formes et contenu de la demande d'inscription	454
2. Arrêt du cours des inscriptions	455
B Effets de l'inscription	457
C Durée de l'inscription	457
1. Péremption	457
2. Renouvellement	458
3. Radiation et réduction	458
a) <i>Radiation</i>	458
b) <i>Réduction</i>	459
Section 2 Effets de l'hypothèque	459
§ 1 Rapports entre le constituant et le créancier	459
A Avant l'éventuelle réalisation de l'hypothèque	460
B Réalisation de l'hypothèque	460
1. Saisie et vente du bien	461
2. Attribution en propriété	463
3. Pacte comissoire	463
§ 2 Rapports entre le créancier hypothécaire et les autres créanciers : le droit de préférence	464
A Exercice du droit de préférence	464
B Classement des créanciers	464
1. Conflit sur les immeubles	464
2. Conflit sur les meubles	465
§ 3 Rapports entre le créancier et le tiers acquéreur de l'immeuble. Droit de suite	465
A Droit de suite	468
1. Conditions d'exercice du droit de suite	469
2. Procédure du droit de suite et effets	469
a) <i>Première option : opposer les exceptions</i>	470
b) <i>Deuxième option : payer</i>	470
c) <i>Troisième option : se faire saisir</i>	471
d) <i>Jadis, une quatrième option : délaisser</i>	472
B Purge du droit de suite	472
C Purge amiable et pratique notariale	474
Section 3 Transmission et extinction de l'hypothèque	476
§ 1 Transmission	476
A Transmission avec la créance	476
B Transmission sans la créance	476
1. Cession d'hypothèque ou subrogation	477
2. Cession d'antériorité	477
§ 2 Extinction de l'hypothèque	478

CHAPITRE II	
Hypothèques légales spéciales (<i>anciens privilèges immobiliers spéciaux</i>)	481
Section 1 Droit commun des hypothèques légales spéciales	482
§ 1 Définition et caractéristiques	482
§ 2 Régime de l'inscription	483
Section 2 Droit spécial des hypothèques légales spéciales	486
§ 1 Énumération des hypothèques légales spéciales	486
§ 2 Régime des hypothèques légales spéciales	487
A Hypothèque légale spéciale du vendeur d'immeuble	487
B Hypothèque légale spéciale du prêteur de deniers	488
CHAPITRE III	
Gage immobilier	493
Section 1 Constitution du gage immobilier	494
§ 1 Contrat de gage immobilier	494
§ 2 Publicité du gage immobilier	494
§ 3 Mise en possession du créancier gagiste	495
Section 2 Effets du gage immobilier	495
§ 1 Droits du créancier	495
A Droit de jouissance	496
B Droit de rétention	498
C Droit de préférence et droit de suite	499
D Attribution en propriété	499
§ 2 Obligations du créancier	500
A Administration et paiement des charges	500
B Imputation des revenus de la créance	500
C Restitution de l'immeuble	500
Section 3 Extinction du gage immobilier	501
TITRE III SÛRETÉS GÉNÉRALES	503
CHAPITRE I	
Privilèges pleinement généraux	505
Section 1 Créances garanties	505
§ 1 Frais de justice	505
§ 2 Privilège et superprivilège des salaires et créances assimilées	506
A Privilège ordinaire	506
B Superprivilège	506
C Privilège des auteurs	508
§ 3 Privilège des créanciers postérieurs au jugement d'ouverture d'une procédure collective	509

Section 2	Effets des privilèges pleinement généraux	510
§ 1	Droit de préférence	510
A.	Classement en dehors d'une procédure collective	510
1.	Conflit entre privilèges immobiliers généraux et privilèges immobiliers spéciaux	511
2.	Conflits entre privilèges pleinement généraux	512
3.	Conflits entre privilèges et hypothèques	512
B.	Classement en présence d'une procédure collective	512
§ 2	Question du droit de suite	514
CHAPITRE II		
Privilèges mobiliers généraux		515
Section 1	Identification des privilèges mobiliers généraux	515
Section 2	Effets des privilèges mobiliers généraux	516
§ 1	Conflit entre privilèges de nature différente	516
§ 2	Conflit entre privilèges de même nature	517
CHAPITRE III		
Hypothèques légales générales		519
Section 1	Différentes hypothèques légales générales	519
§ 1	Les hypothèques légales générales du Code civil	519
A	Énumération	519
B	Caractères	520
§ 2	Hypothèques générales résultant de textes spéciaux	520
Section 2	Régime des hypothèques légales générales	521
TITRE IV DROITS EXCLUSIFS		523
CHAPITRE I		
Propriété-sûreté		525
Section 1	Propriété transmise	525
§ 1	Définition	525
§ 2	Diverses formes de fiducie	526
A	« Cession Dailly »	526
B	Gage-espèces devenu cession de somme d'argent à titre de garantie au 1 ^{er} janvier 2022	528
1.	Analyse doctrinale antérieure aux réformes successives du droit des sûretés	529
a)	<i>Première hypothèse</i>	529
b)	<i>Seconde hypothèse</i>	529
2.	État du droit positif après la réforme de 2006	529
3.	État du droit positif après la réforme de 2021	530
C	Dépôt de garantie	532
D	Fiducie nommée	532

1. Constitution de la fiducie-sûreté	533
a) Conditions de fond	533
b) Conditions de forme	534
2. Effets de la fiducie-sûreté	535
3. Extinction de la fiducie-sûreté	537
E La cession de créance de droit commun à titre de garantie	539
Section 2 Propriété retenue	541
§ 1 Réserve de propriété	541
A Constitution de la réserve de propriété	544
1. Champ d'application	544
2. Exigence d'un écrit	544
3. Clauses abusives	545
B Effets de la réserve de propriété	545
1. Avant la réalisation	545
2. Paiement complet du prix	546
3. Réalisation	547
a) Principes	547
b) Opposabilité aux tiers ?	548
C Nature de la réserve de propriété	549
§ 2 Crédit-bail	550
CHAPITRE II	
Droit de rétention	553
Section 1 Cas dans lesquels il existe un droit de rétention	555
§ 1 Cas d'origine légale	555
A Code civil avant l'ordonnance de 2006	555
1. En matière contractuelle	555
2. En matière extra-contractuelle	555
B Apport de l'ordonnance de 2006 et de la loi de 2008	557
§ 2 Cas d'origine jurisprudentielle	557
Section 2 Conditions d'existence du droit de rétention	559
§ 1 Créance	559
§ 2 Détention	560
A Choses pouvant être détenues	560
B Qualités de la détention	561
§ 3 Connexité	562
A Connexité juridique	563
B Connexité matérielle	563
C Connexité conventionnelle	565
Section 3 Effets du droit de rétention	565
Index des matières	573
Tableau de correspondances des articles du Livre IV du Code civil	583